

Arrêté DATEDE/2 n°2008-145 du 18 novembre 2008 prescrivant, la dépollution des sols et de la nappe, puis la surveillance de la qualité des eaux souterraines des parcelles Nord et Sud des anciennes installations pétrolières de la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING situées au 31 et 42, route du bassin n°6 à GENNEVILLIERS.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'environnement, partie législative et partie réglementaire, et notamment l'article L 511-1 et les articles R 512-31, R 512-33, et R-512- 39,

Vu la déclaration faite par courrier en date du 29 décembre 20002 concernant la cessation définitive des parcelles Nord et Sud des dépôts pétroliers de la société SITEESC situés au 31/42, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

Vu les rapports de Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées en date du 25 juillet et du 11 août 2008, proposant de prescrire les conditions de remise en état de ces deux sites par arrêté complémentaire,

Vu la lettre en date du 24 septembre 2008, notifiée le 25 septembre 2008, informant le responsable de la société précitée des propositions formulées par Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

Vu l'avis du CODERST, en date du 14 octobre 2008,

Vu la lettre en date du 21 octobre 2008, communiquant à la société intéressée les conclusions du CODERST,

Considérant que le délai de 15 jours prévu par l'article R 512-26, laissé à l'exploitant, s'est écoulé sans aucune observation de sa part,

Considérant que les prescriptions arrêtées ci-dessous contribueront à la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

TITRE 1- DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1-1- OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La Société TOTAL RAFFINAGE MARKETING dont le siège social est situé à 24 cours Michelet 92069 Paris La Défense Cedex est tenue en sa qualité d'ancien exploitant des installations dites SITESC situées 31 et 42, route du Bassin n°6 à Gennevilliers, d'une superficie de 52 000 m² (parcelle Nord :16 000 m² et parcelle Sud 36 000 m²) de procéder à la dépollution des sols et de la nappe, puis à la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

CHAPITRE 1-2- DEPOLLUTION SELON L'USAGE

Article 1-2-1- Définition de l'usage

L'exploitant a déclaré sa cessation d'activité le 29/11/2002. La dépollution du site sera réalisée pour l'usage défini au moment de la cessation d'activité en application des articles 34-1 et suivants du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et codifié (art. R512-74 et suivants) dans sa version du 09/06/1994.

Article 1-2-2- Réhabilitation selon l'usage

La réhabilitation du site sera effectuée, en vue de permettre un usage industriel et/ou tertiaire.

CHAPITRE 1-3- CONFORMITE AUX INTERETS VISES A L'ARTICLE L. 511-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Le site sera remis dans un état conformément à l'article L.512-17 et aux articles R.512-74 à R.512-80 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE 1-4- REFERENCES AUX ETUDES MENEES SUR LE SITE

Les prescriptions du présent arrêté sont définies sur la base des rapports d'étude suivants :

- « Diagnostic de Sol » réalisé par GEOSTOCK - rapport daté de 1994 -;
- « Etude Piézométrique et Analyses » réalisées par GESTER - rapport daté de 1997-;
- « Diagnostic Initial, Etape B et Evaluation Simplifiée des Risques » réalisés par GESTER - rapport daté de 2001- ;
- « Dossier de Cessation d'Activité » réalisé par GESTER - rapport daté de 2002-;
- « Diagnostic Approfondi et Evaluation Détaillée des Risques pour la santé » réalisés par URS France - rapport daté du 21 juin 2006 sous la référence projet N°43742268 - ;
- « Actualisation du Mémoire de Cessation d'Activité » réalisée par URS France - rapport daté du 5 juin 2007 sous la référence projet N°43742268-;
- Plan de gestion de l'ancien dépôt pétrolier SITESC à Gennevilliers (92) – rapport daté du 30/04/2008- .

CHAPITRE 1-5- MISE EN ŒUVRE DES OPERATIONS DE DEPOLLUTION

Les opérations de dépollution devront permettre le traitement des différents polluants identifiés dans le sol et les eaux souterraines présents à des concentrations inacceptables pour l'usage prévu.

CHAPITRE 1-6- CONDITIONS D'EXPLOITATION DU CHANTIER DE DEPOLLUTION

Article 1-6-1- Gênes occasionnées

Des mesures appropriées seront prises afin de limiter les risques et gênes (auditives, olfactives,...) pour le voisinage durant les travaux de dépollution.

Article 1-6-2- Mesures correctives

Toute gêne constatée (auditives, olfactives,...) ayant ou non fait l'objet de signalement par le voisinage, nécessitera des mesures correctives dont l'exploitant démontrera l'efficacité.

CHAPITRE 1-7- PORTER A CONNAISSANCE

Article 1-7-1- Modification du chantier

Toute modification notable apportée aux opérations de dépollution décrites dans les dossiers référencés au sera portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

Article 1-7-2- Signalement d'incident

Tout incident susceptible de nuire aux intérêts repris dans l'article L.511-1 du Code de l'Environnement devra être porté à la connaissance du Préfet.

CHAPITRE 1-8- DOSSIER DE FIN DE TRAVAUX

A l'achèvement des travaux de remise en état du site, les documents suivants seront transmis au Préfet :

- Une synthèse des opérations effectuées, des résultats d'analyses, un récapitulatif sur la nature, le volume, le traitement et la destination des matériaux éliminés et les justificatifs correspondants,
- Un plan de réutilisation des terres tel que spécifié dans l'Article 2-2-4,
- Les modalités et justificatifs du comblement des puits et piézomètres qui ne sont pas nécessaires au suivi de la nappe,
- Une analyse des risques résiduels portant sur le niveau de pollution résiduelle du sous-sol du site et de la nappe,

Un procès verbal de récolement pour chaque parcelle sera délivré au vu de ce dossier et des travaux à réaliser mentionnés au TITRE 2.

TITRE 2- OBJECTIFS DE REHABILITATION

CHAPITRE 2-1- TRAITEMENT DES SOLS

Article 2-1-1- Parcelle Nord

Suite aux diagnostics et aux études, il a été mis en évidence une pollution aux hydrocarbures dans une zone située au sud-est de la parcelle Nord. Cette zone correspond à l'ancienne zone des bacs.

Les risques sanitaires calculés à partir des études mentionnées au Chapitre 1-4 pour les futurs employés du site sont compatibles avec l'usage industriel et/ou tertiaire. En conséquence aucune mesure de réhabilitation n'est nécessaire-sur cette parcelle.

Article 2-1-2- Parcelle Sud

Suite aux diagnostics et aux études, il a été mis en évidence trois zones de pollution aux hydrocarbures situées dans les parties Ouest, Nord-Est et Sud-Est de la parcelle Sud. Ces zones sources principales correspondent à la zone des cuvettes N° 1 et N°3, à la zone PCC, à la zone des anciens bacs d'essence.

Les objectifs de dépollution pour l'ensemble de ces zones sont ceux indiqués dans les études référencées au Chapitre 1-4 en particulier :

- Hydrocarbures totaux : $\leq 5\,000$ mg/kg,

- Dont HCT légers ($C \leq 10$) : ≤ 25 mg/kg,

Concentrations réparties comme suit :

- Aromatiques >C6-C8 : ≤ 5 mg/kg,

- Aromatiques >C8-C10 : ≤ 5 mg/kg,

- Aliphatiques >C5-C6 : ≤ 5 mg/kg,

- Aliphatiques >C6-C8 : ≤ 5 mg/kg,

- Aliphatiques >C8-C10 : ≤ 5 mg/kg,

- Benzène : ≤ 1 mg/kg,

- Xylènes : ≤ 5 mg/kg.

Une analyse des risques résiduels basée sur les concentrations résiduelles mesurées à l'issue des travaux sera mise en œuvre afin de garantir un risque sanitaire acceptable.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus l'exploitant procédera à :

- Une excavation du sol au niveau des zones sources principales jusqu'à une profondeur minimum de 4,5 m permettant d'atteindre les limites de concentrations fixées ci-dessus,

- Un traitement biologique des terres par biotertres ventilés,

- Une validation des lots de terres traitées pour une réutilisation sur site,

Ces points sont encadrés par le Chapitre 2-2.

CHAPITRE 2-2- GESTION DES TERRES POLLUEES

Article 2-2-1- Volume des matériaux

En cas d'extraction de terres polluées, les volumes de chaque catégorie de matériaux seront évalués au fur et à mesure de l'état d'avancement des travaux et un tri des matériaux sera réalisé sur la base des observations effectuées lors des travaux (aspect, odeur...) et des analyses tant de chantier que de laboratoire réalisées sur des échantillons représentatifs, conformément aux normes applicables.

Article 2-2-2- Tri des matériaux

Les matériaux seront triés en fonction de leur origine, et par catégories selon les filières envisagées. Les matériaux pollués ne seront pas mélangés aux matériaux propres.

Article 2-2-3- Stockage des matériaux

Les matériaux excavés, stockés, en cours de tri et triés seront dûment répertoriés et repérés sur le site, de telle sorte qu'à tout moment l'on puisse connaître les emplacements et les volumes mis en jeu pour chaque catégorie. Un plan de gestion des lots sera réalisé.

Les matériaux à traiter seront en outre protégés des eaux météoriques.

Article 2-2-4- Réutilisation des terres sur site

Les terres polluées devront être préférentiellement réutilisées sur place. Les aires de réutilisation de ces terres feront l'objet d'un plan descriptif qui sera conservé par le propriétaire des terrains.

Article 2-2-5- Envoi en centre d'enfouissement technique

Les terres envoyées en centre d'enfouissement technique devront préalablement faire l'objet après analyse d'un certificat d'acceptation par une installation agréée à cet effet et satisfaire aux prescriptions du chapitre 4-3.

CHAPITRE 2-3- TRAITEMENT DE L'EAU DE LA NAPPE

Les objectifs de réhabilitation à atteindre sur les eaux souterraines sont les suivants :

- Absence de phase flottante d'hydrocarbure,
- Hydrocarbures totaux ≤ 2 mg/l,
- Benzène ≤ 1 mg/l.

Une analyse des risques résiduels basée sur les concentrations résiduelles mesurées à l'issue des travaux sera mise en œuvre afin de garantir un risque sanitaire acceptable.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus l'exploitant procédera à :

- Un pompage – écrémage en fond de fouille,
- Un pompage en fouille, un traitement par oxydation en réacteur et un rejet en fouille.

Par ailleurs, l'exploitant mettra en place une barrière hydraulique étanche le long de la limite Est du site.

CHAPITRE 2-4- CONTROLE DES EAUX DE LA NAPPE

Article 2-4-1- Analyses des eaux souterraines

Pendant toute la durée du chantier, les eaux souterraines seront analysées mensuellement sur les paramètres définis au chapitre 2-3.

Article 2-4-2- Caractéristiques du rejet

Les eaux traitées et réinjectées devront respecter les caractéristiques et concentrations basées sur les résultats d'un document d'incidence transmis au préfet ou à défaut respecter entre autres les valeurs suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- Température moyenne $\leq 30^{\circ}\text{C}$ en aval hydraulique du site,
- Concentration en Hydrocarbures Totaux (HCT) ≤ 2 mg/l,
- BTEX ≤ 1 mg/l.

Article 2-4-3- Rejet dans le réseau

L'exploitant n'effectuera aucun rejet au réseau.

Article 2-4-4- Transmission des résultats

La synthèse des résultats des analyses sera transmise à l'Inspection des Installations Classées conformément au Chapitre 6-1.

En cas de modification notable des résultats des analyses prévues à l'Article 2-4-1, l'exploitant transmettra un dossier comportant notamment un descriptif des mesures prises ou prévues pour assurer un retour à la normale.

TITRE 3- AMENAGEMENTS ET EXPLOITATION DU CHANTIER

CHAPITRE 3-1- CONSIGNES D'EXPLOITATION

Une organisation mandatée par l'exploitant, indépendante des prestataires chargés des opérations de dépollution, sera chargée de vérifier que les travaux sont réalisés conformément aux recommandations prescrites dans le dossier de réhabilitation du site, ceci au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

CHAPITRE 3-2- PREVENTION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour que les travaux réalisés ne génèrent pas de risques supplémentaires pour les installations existantes riveraines, en particulier vis à vis du dépôt pétrolier SOGEPP, classé SEVESO, implanté en limite Est de la parcelle Sud et des canalisations enterrées TRAPIL au voisinage du site.

L'exploitant informera les entreprises qui interviendront dans le cadre du chantier de dépollution des risques, contraintes et interdictions liées à cette situation.

CHAPITRE 3-3- TRAITEMENT DES POLLUTIONS NON MISES EN EVIDENCE LORS DU DIAGNOSTIC

Article 3-3-1- Découverte de zone polluée

Toute découverte de dépôts ou stockages de substances susceptibles de présenter un danger pour l'environnement ou la sécurité des personnes et non répertoriés dans l'étude diagnostique sera portée à la connaissance du Préfet.

Article 3-3-2- Interruption des travaux

Les travaux seront alors interrompus jusqu'à fourniture auprès de l'Inspection des Installations Classées d'un rapport technique comportant notamment la nature des produits, l'estimation des quantités découvertes et leur répartition spatiale, les mesures de sécurité adoptées et les mesures de traitement envisagées.

Article 3-3-3- Traitement mis en œuvre

Un traitement approprié sera mis en œuvre dans le respect des prescriptions du présent arrêté.

CHAPITRE 3-4- CONTROLE D'ACCES ET GARDIENNAGE

Article 3-4-1- Chantier interdit au public

Le chantier sera interdit au public. Des panneaux de signalisation et d'interdiction de fumer seront mis en place à cet effet.

Article 3-4-2- Condition d'accès

Pendant la durée du chantier la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING s'assurera du libre accès au terrain afin d'y réaliser les traitements et la surveillance du site prescrits par le présent arrêté ou toute demande complémentaire qui pourrait être formulée par le Préfet.

Article 3-4-3- Clôture

Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante et l'interdiction de pénétrer dans le chantier pour toute personne qui lui est étrangère sera affichée de manière visible à l'entrée.

Article 3-4-4- Fermeture à clef

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

TITRE 4- 4. PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES

CHAPITRE 4-1- PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Article 4-1-1- Envol de poussières

Toute mesure sera prise pour limiter au maximum l'envol des poussières.

Article 4-1-2- Brûlage à l'air libre

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Article 4-1-3- Emissions atmosphériques

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, buées, suies, poussières et gaz odorant ou toxique susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Article 4-1-4- Produits dangereux

Dans les zones, susceptibles de dégager des produits toxiques, odorants, nocifs ou inflammables lors des travaux de dépollution, une surveillance de l'atmosphère sera mise en place. Ces zones seront identifiées et balisées.

Article 4-1-5- Arrêt des installations

En cas de détection de produits dans l'atmosphère à des concentrations dangereuses, les travaux seront immédiatement arrêtés et les dispositions nécessaires seront prises pour remédier aux anomalies et permettre la reprise des travaux.

Article 4-1-6- Surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant devra s'assurer que les installations de traitement biologique des terres définies à l'Article 2-1-2 et mises en œuvre sur le site ne sont pas l'origine de nuisances.

L'exploitant mettra en œuvre des contrôles réguliers de la qualité de l'air en sortie du filtre à charbon actif. Les teneurs mesurées devront être conformes aux seuils fixés dans l'Arrêté du 2 février 1998.

CHAPITRE 4-2- PREVENTION DES RISQUES INCENDIE ET MOYENS DE LUTTE A METTRE EN PLACE

Article 4-2-1- Moyens de secours

Le chantier disposera des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie adaptés aux risques et devra être organisé de manière à permettre l'accès des secours.

Article 4-2-2- Consignes

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'alerte, d'intervention, d'évacuation du personnel.

CHAPITRE 4-3- DISPOSITIONS RELATIVES AUX DECHETS

Article 4-3-1- Rappel réglementaire

Les déchets (eaux, terres souillées, charbon actif...) produits par le chantier sont soumis aux dispositions du titre IV du Livre V du code de l'Environnement et aux mesures de contrôle du circuit d'élimination des déchets générateurs de nuisances, ainsi qu'à celles du décret du 30 juillet 1998 relatif au transport par la route, au négoce et au courtage de déchets.

Article 4-3-2- Stockage des déchets

Les déchets et résidus retirés du sol seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, infiltration dans les sols, odeur...) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 4-3-3- Elimination des déchets

Les déchets seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'Environnement, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées (Bordereaux de Suivi de Déchets, certificats de destruction ou d'incinération...) et s'assurera du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre pour l'élimination des déchets.

CHAPITRE 4-4- PREVENTION DES NUISANCES SONORES

Article 4-4-1- Installation de dépollution

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Article 4-4-2- Matériels de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores (notamment les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 modifié et des textes pris pour son application).

Article 4-4-3- Autres émissions sonores

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

TITRE 5- AUTOSURVEILLANCE

CHAPITRE 5-1- SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES APRES TRAITEMENT

Article 5-1-1- Piézomètres de surveillance

Un réseau de piézomètres de surveillance pertinent en nombre et en localisation devront être maintenus en bon état et accessibles en permanence.

Article 5-1-2- Evolution de la pollution

Parcelle Nord

Une surveillance trimestrielle de la qualité des eaux souterraines sera réalisée durant une période de 3 ans après la fin des travaux de la parcelle Sud

Parcelle Sud

Une surveillance mensuelle de la qualité des eaux souterraines sera réalisée pendant 12 mois suivant la fin des travaux sur les zones traitées.

La fréquence sera ensuite trimestrielle incluant des périodes de hautes et basses eaux. La durée minimale du suivi est fixée à 3 ans.

Article 5-1-3- Paramètres surveillés

La surveillance des eaux souterraines comprendra notamment une analyse :

- du niveau piézométrique,
- des Hydrocarbures Totaux,
- des BTEX.

Article 5-1-4- Transmission des résultats

Les résultats seront transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées.

Article 5-1-5- Révision de l'autosurveillance

En fonction des résultats des analyses prévues à l'article 5-1-3, la fréquence et la nature de ces analyses pourront être révisées. La simplification ou la suppression du protocole de surveillance des eaux souterraines pourront être acceptées si aucune évolution sensible n'est constatée durant trois années consécutives.

Article 5-1-6- Simplification du protocole de surveillance

Cette modification éventuelle de la surveillance sera soumise à l'accord préalable du Préfet.

Article 5-1-7- Neutralisation des piézomètres

Les piézomètres non retenus dans le programme de surveillance seront rebouchés selon les règles de l'art.

A l'issue de l'auto surveillance des eaux souterraines, les piézomètres en activité seront également neutralisés selon les mêmes règles.

Ces opérations feront l'objet d'un rapport de neutralisation transmis au Préfet.

TITRE 6- SUIVI DE LA DEPOLLUTION

CHAPITRE 6-1- TRANSMISSION DES RESULTATS

Les résultats de suivi de la dépollution seront transmis tous les 6 mois à l'Inspection des Installations Classées sous forme d'un rapport.

CHAPITRE 6-2- CONTENU DU RAPPORT DE SUIVI

Le rapport transmis au Préfet précisera notamment :

- Les quantités de terres excavées et traitées,
- Les quantités de terres réutilisées sur place,
- L'état d'avancement du traitement des terres traitées in situ ou sur site,
- Les quantités d'hydrocarbures écrémées,
- Le type de traitement des eaux, les volumes d'eau traités et rejetés en fouille, les résultats d'analyses,
- Les épaisseurs de flottants éventuels sur la nappe au niveau des différents piézomètres,
- L'évolution de la concentration en HCT, BTEX dans la nappe,
- Les justificatifs de la bonne élimination des déchets récupérés,
- La nature et la quantité de déchets produits lors des travaux ainsi que leur destination finale,
- Les modifications intervenues dans le traitement (implantation des équipements, modifications des traitements utilisés, etc.)
- Les incidents ou dysfonctionnements éventuels et les mesures prises pour y remédier,

TITRE 7- CONTRAINTES D'URBANISME

A l'issue des travaux de réhabilitation du site, l'exploitant informera le maire et le propriétaire des contraintes que provoquerait une modification de l'usage prévu à l'Article 1-2-1.

A cet effet, il établira un projet de restrictions d'usage et de dispositions constructives respectant les recommandations issues de l'évaluation des risques sanitaires.

Ce projet sera inclus dans le mémoire de fin de travaux.

ARTICLE 2 :

DELAI ET VOIES DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78011 Versailles Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux ans suivant la mise en activité de l'installation.

Recours non contentieux :

Dans le même délai, de deux mois le demandeur a la possibilité d'effectuer :

soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : M. le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot Curie 92013 Nanterre Cedex.

soit un recours hiérarchique auprès de M. Ministre de l'Ecologie, des Energies du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

En cas de rejet exprès du recours gracieux ou hiérarchique effectué, le demandeur peut former un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois suivant la notification de cette décision.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois suivant la date de naissance de cette décision implicite.

ARTICLE 3 :

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING,
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Secrétaire Général,
Monsieur le Maire de Gennevilliers,
Monsieur l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le **1 8 NOV. 2008**

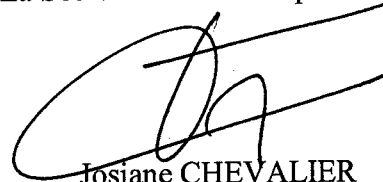
Pour Ampliation

L'Attaché Principal
Chef de Bureau

Fabrice FAUCHER

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
La Secrétaire Générale par intérim


Josiane CHEVALIER

